

C'est cette réalité que, nous, les conservateurs, devons continuer à confronter aujourd'hui.

Quels sont les effets de cette dette aujourd'hui, monsieur le Président? Cela a pour effet que le gouvernement, ayant tellement besoin d'argent, doit emprunter plus. Et, lorsqu'il y a une demande forte sur l'argent, les banquiers sont obligés de hausser les taux d'intérêt. Le gouvernement devient le concurrent de l'entreprise privée, autant de la multinationale que de la petite et moyenne entreprise, et à ce moment-là les entreprises doivent payer plus cher pour l'argent qui leur est nécessaire pour prendre de l'expansion. Et au même moment, les Canadiens qui doivent acheter une automobile, du mobilier de maison, de l'équipement sportif, qui doivent agrandir leurs maisons, ces mêmes Canadiens doivent payer plus cher d'intérêt, toujours parce que le gouvernement fédéral a besoin d'argent pour payer une dette extraordinairement pesante. Cela a un effet négatif chez la petite et moyenne entreprise, chez les emprunteurs, pour les biens de consommation. C'est dans ce contexte que l'on devait prendre nos précautions et que l'on devait essayer de tirer le meilleur parti possible de cette situation financière. On aurait pu augmenter les impôts, donc diminuer la demande des Canadiens d'une façon significative. Cela aurait eu un effet à l'encontre des tendances inflationnistes que l'on connaît aujourd'hui. Mais il y avait un danger. Si on prend des mesures qui vont trop tendre à faire diminuer la demande, il y a un autre problème qui va arriver, et on pourra connaître une période de récession. Alors qu'est-ce que cela nous prend?

Cela prend un Budget le plus équilibré possible, qui ne va pas provoquer une continuité de l'inflation qui est déjà commencée, et cela prend également un Budget qui ne va pas provoquer une période de récession grave. Pour atteindre cet objectif, on a décidé, premièrement, d'augmenter les revenus du gouvernement du Canada afin de faire payer par la population active une partie de nos obligations, de ne pas la faire payer, comme cela se faisait au cours des derniers 20 ans, sous le régime libéral, de ne pas faire payer nos promesses et nos besoins d'aujourd'hui par nos jeunes universitaires, nos jeunes qui sont au collège, dans les écoles. On ne veut pas leur faire payer nos dettes plus tard.

On veut leur laisser un bel héritage. On ne veut pas leur laisser les dettes qui ont été montées par les libéraux. Alors, on a décidé, premièrement, de diminuer les dépenses du gouvernement dans une proportion d'un milliard et demi de dollars; d'augmenter les revenus du gouvernement dans une proportion de trois milliards et demi de dollars.

Il y en a qui vont dire que l'on aurait pu diminuer davantage les dépenses du gouvernement. C'est un fait! Mais on aurait fait mal à des gens, on aurait fait mal à nos grands-parents, on aurait fait mal à nos malades chroniques, on aurait fait mal à nos jeunes à l'école, on aurait fait mal à une partie de la population qui a besoin de la distribution de la richesse collective. Alors on a réduit nos dépenses de 1,5 milliard de dollars et on considère

que c'est un maximum. On a cessé certains services qu'on n'a pas jugé prioritaires et essentiels. Les gens ont dit: Vous auriez pu modifier encore certains services vers la baisse. C'était possible.

• (1700)

Mais n'oublions pas, monsieur le Président, que lorsque l'on diminue un service, on vient de dire à des Canadiens qui travaillent pour des corporations de la Couronne, pour le gouvernement: Vous allez perdre votre emploi! Il est certain que ces Canadiens vont pouvoir aller ailleurs. Mais entre la journée où ils vont aller ailleurs, cela coûtera beaucoup plus d'argent au gouvernement que leur salaire annuel, parce qu'il y a des frais à payer lorsqu'il y a une séparation. Lorsque quelqu'un travaille pour le gouvernement ou pour une compagnie de la Couronne, depuis 10 ans, 15 ans, ou 25 ans, si on lui dit: Tu t'en vas demain! Et que cette personne gagnait, par exemple, 30 000\$ ou 35 000\$ par année, cela peut parfois coûter le double pour la cessation d'emploi. Alors, lorsque l'on diminue une dépense d'opération de 35 000\$, dans certains cas, on augmente les frais pour diminuer cette dépense à long terme, mais pour l'année qui vient, on va augmenter nos dépenses, parfois de 70 000\$. C'est ce qui explique que nous n'avons pas pu diminuer nos dépenses de plus de 1,5 milliard de dollars.

Monsieur le Président, par contre, dans la progression de la diminution de nos dépenses, depuis 1984, il y a une tendance qui se révèle. En 1984, notre Canada, nous avions un Produit national brut d'approximativement 500 milliards de dollars. En 1984—ça faisait 20 ans que les libéraux étaient au pouvoir à ce moment—l'État absorbait, gérait et s'occupait de 20 p. 100 de cette somme. Nous nous alignons, vers les années 1994, à une dépense de l'État, à une intervention de l'État qui sera, à ce moment-là, d'environ 15 p. 100 du Produit national brut, c'est-à-dire 15 p. 100, à ce moment-là, de plus ou moins 1 000 milliards de dollars.

Monsieur le Président, au cours des fins de semaine qui ont suivi le discours du Budget du 27 avril, j'ai eu l'occasion, dans ma circonscription, de rencontrer des vrais Canadiens, des vrais Canadiens ordinaires, des Canadiens qui enrichissent collectivement notre pays, pas des Canadiens parasites de notre pays, mais des Canadiens ordinaires qui travaillent, qui ont des petites entreprises, qui sont des éducateurs, des professeurs, des médecins, des infirmières. Je les ai rencontrés, ces Canadiens, et ils m'ont posé quelques questions sur l'évolution de notre Budget. D'aucuns m'ont dit: J'ai cru voir dans le Budget, par exemple, que vous aviez baissé la contribution du Canada à l'Agence canadienne de développement international. J'ai dit: Oui, nous avons baissé cette contribution. Nous l'avons baissé de 360 millions de dollars parce que nous croyons, et il y a un vieil adage qui dit, et il faut le dire, parce que c'est vrai, que la charité bien ordonnée commence, d'ailleurs, par soi-même. C'est un vieil adage qui est toujours vrai. Nous croyons aussi que pour garantir aux gens des pays du Tiers monde qui bénéficient